

Rapport annuel 2014

civique
forum.org

*Europäisches BürgerInnenforum
Forum Civique Européen
European Civic Forum
Forum Cívico Europeo*



Éditeur

Forum Civique Européen (FCE)

Case postale 1848

CH-4001 Basel

Téléphone: 061/262 01 11

Émail: ch@forumcivique.org

www.forumcivique.org

Images

En couverture, p.6, 9, 10, 12, 21, 22, 24: archives de FCE,
p. 17, 18: D. Behr, p. 19: watch the med

Impression

Ropress, Zurich

Rapport annuel 2014

Sommaire

<i>Le 25 ans du Forum Civique Européen</i>	
<i>Les priorités et les nouveaux défis du FCE</i>	4
<i>Migration & Agriculture</i>	
<i>L'esclavage moderne sous les serres de plastique</i>	6
<i>Biosol et Portocarrero</i>	7
<i>Procès contre Simon Sabio</i>	8
<i>Alimentation & Autonomie</i>	
<i>Les semences</i>	10
<i>Une délégation de la Colombie</i>	10
<i>Un film pédagogique</i>	11
<i>La forêt et E.On à Gardanne</i>	13
<i>Les ZAD en France</i>	14
<i>Reclaim the Fields</i>	15
<i>Exil & Migration</i>	
<i>Suisse</i>	16
<i>Tournée de lecture avec Emmanuel Mbolela</i>	16
<i>Lectures et projections de film avec Daniel Wyss</i>	19
<i>Méditerranée</i>	20
<i>Ukraine</i>	22
<i>Ici & Ailleurs</i>	
<i>Falea/ Mali</i>	25
<i>Roumanie</i>	27
<i>Résistance contre les néonazis en Allemagne</i>	28
<i>Provensol, Devises trompeuses</i>	29
<i>Archipel</i>	30
<i>Dons</i>	30
<i>Adresses du FCE</i>	31

25 ans du Forum Civique Européen

Les priorités et les nouveaux défis du FCE

Le FCE fête ses 25 ans d'existence. En novembre 1989 le Mur de Berlin tombait. Un mois après, le FCE est né dans l'euphorie générée par les bouleversements en Europe de l'Est. Il a été initié par des citoyen-ne-s de plusieurs pays européens, de l'Ouest comme de l'Est, actifs au sein d'organisations telles que le CEDRI (Comité Européen pour la Défense des Réfugiés et Immigrés), le mouvement des radios libres ou la Coopérative Européenne Longo maï. A l'ouverture de l'Europe de l'Est, le FCE ne voulait pas laisser le champ libre aux intérêts économiques, aux institutions internationales et aux gouvernements. Il s'est donné comme objectif prioritaire d'établir des contacts directs entre l'Est et l'Ouest. Pendant l'été 1990, 400 personnes se sont ainsi retrouvées au premier congrès du FCE à Limans en Provence. Cette rencontre, comme toutes celles qui ont suivi, avait pour but d'établir des liens directs entre citoyen-ne-s de l'Est, de l'Ouest, du Sud et du Nord pour élaborer de nouvelles formes de développement, indépendantes du centralisme bureaucratique et de la frénésie du marché «libre».

Vingt-cinq ans sans Rideau de Fer - mais pas sans frontières. La « Forteresse Europe » continue de s'armer et accepte la mort de milliers d'hommes et de femmes à ses frontières extérieures. Raison pour laquelle nous soutenons toujours nos ami-e-s du CAMZ en Ukraine qui offrent une aide médicale aux réfugié-e-s. Depuis cette année, le réseau d'alarme téléphonique alternatif « Watch the Med » est en fonction. L'objectif est d'aider les réfugié-e-s en situation de détresse en Méditerranée à se faire secourir par les garde-côtes. Cette centrale d'alarme, tenue par des activistes bénévoles, veut contribuer à sauver des vies, mais aussi à amener la société à réaliser que le régime des frontières que nous subissons actuellement doit disparaître rapidement. Après les violences racistes à El Ejido en 2000, la question de l'exploitation des migrant-e-s dans l'agriculture a été placée en exergue dans

notre travail et, petit à petit, a attiré l'attention publique. Une nouvelle priorité concerne la question agraire et paysanne. Ces derniers temps, nous nous sommes occupés de plus en plus de ces thèmes parce qu'ils sont une question de survie. Nous nous opposons à l'expansion grandissante de l'agriculture industrielle et à la volonté de certains consortiums de vouloir contrôler toute la chaîne alimentaire de l'humanité. Une délégation colombienne, que nous avons invitée, est venue témoigner de la situation des paysans et paysannes qui s'est aggravée depuis la signature des traités de libre-échange entre les États-Unis et la Colombie. Nous nous battons pour que les semences restent un bien commun et protestons contre les lois restrictives qui risquent de donner les pleins pouvoirs aux multinationales de la semence. Nous sommes également confrontés à une question qui est aussi vaste que de grande portée : le pillage des matières premières avec la menace qu'elle engendre pour l'environnement et les humains. Au Mali, nous avons pu enregistrer un succès : très probablement, la mine d'uranium ne sera pas ouverte à Falea. Mais une région jouissant de telles ressources naturelles n'est pas à l'abri d'autres grands projets destructeurs.

L'opinion publique européenne est bien informée de la dévastation des forêts tropicales, toutefois il est moins connu que les forêts chez nous et chez nos voisins (comme en Roumanie et en Ukraine) connaissent un sort similaire. Nous constatons aujourd'hui une tendance dangereuse, celle de ne considérer les forêts que comme fournisseurs de matières premières pour la production d'énergie. Pour tracer un autre chemin, nous avons participé à la fondation du « Réseau pour les Alternatives Forestières » (RAF) qui s'engage pour la sauvegarde des forêts et pour une attitude respectueuse envers les humains et la forêt.

Forum Civique Européen
Bâle, mai 2015

Migration & Agriculture

El Ejido:

L'esclavage moderne sous les serres de plastique

Pour beaucoup de migrant-e-s qui réussissent à franchir les frontières, souvent mortelles, et arrivent en Espagne, la première possibilité de trouver un travail est dans la production de légumes ou dans l'industrie de conditionnement dans la province d'Almería en Andalousie. Chaque année, sous des serres de plastique, trois millions de tonnes de fruits et légumes y sont produits pour l'exportation. Cette agriculture industrielle s'étend sur plus de 320 km² et emploie environ 100'000 esclaves modernes – très souvent sans le moindre contrat de travail. Il s'agit de migrant-e-s en provenance du Maghreb, de l'Amérique latine, de l'Afrique noir et de l'Europe de l'Est. L'Etat espagnol tolère cette exploitation.

El Ejido, Février 2000, lors des émeutes racistes



Les violences racistes contre des travailleurs et travailleuses marocain-e-s à El Ejido en l'an 2000 avaient déclenché un engagement du FCE, préoccupé par les conditions de vie dans cette mer de plastique. Une réalité est alors devenue visible, elle n'est pas le seul fait d'Almeria mais est aussi présente ailleurs dans l'agriculture intensive européenne : que ce soient les tomates d'El Ejido, les fraises de Huelva ou les oranges de Rosarno en Calabre, tous ces produits viennent d'un système agricole fondé sur l'exploitation des migrant-e-s et de l'environnement.

Biosol et Portocarrero

Les entreprises profitent du chômage pour affaiblir les syndicats et pour mettre dans la rue les travailleurs et travailleuses récalcitrants.

Ainsi, par exemple, l'entreprise de conditionnement « Biosol-Portocarrero » a congédié sous un prétexte fallacieux cinq femmes qui luttèrent depuis longtemps pour leurs droits et qui avaient réussi à fonder en 2011 dans leur entreprise une section du Syndicat SOC. Nos ami-e-s du SOC ont tout essayé pour qu'elles soient réengagées. Des négociations ont eu lieu à différents niveaux, mais Biosol reste inflexible. Le FCE a contacté plusieurs organisations suisses et internationales pour intervenir en faveur de ces travailleuses. L'organe de certification Biosuisse a provisoirement suspendu le label Bourgeon pour Biosol.

Procès contre Simon Sabio

Au printemps 2013, l'entrepreneur Simon Sabio, patron exploitant 35 hectares de tunnels sous plastique avec 130 journaliers, disparaît – pour réapparaître quelques mois plus tard au Maroc, à l'abri de la justice espagnole. Il avait accumulé une montagne de dettes, dont près de 2 millions d'euros de salaires non versés à ses ouvriers agricoles. Une pratique courante des entrepreneurs malhonnêtes consiste à ne payer qu'une partie des salaires à la fin du mois afin de lier l'employé démuné à l'entreprise. Chaque mois, le patron trouve de nouveaux arguments pour ne pas payer le salaire entier et l'ouvrier n'ose pas quitter l'entreprise, craignant de perdre les arriérés dus. Dans le cadre de la lutte, les ouvriers ont occupé dans un premier temps une partie des serres, mais ils n'ont pas pu maintenir l'occupation. Le service juridique du SOC défend la plupart des ouvriers et les procès sont en cours. Jusqu'à présent 130 sans-papiers ont pu être régularisé-e-s.



Alimentation & Autonomie

Les semences

Une délégation de Colombie

Après la confiscation et la destruction par le gouvernement colombien de 4000 tonnes de semences entre 2010 et 2013, la lutte pour la libre reproduction des semences et la préservation des variétés d'origine paysanne est revenue sur le devant de la scène. En raison de la signature d'accords de libre-échange, le gouvernement avait passé une résolution interdisant la culture et la propagation de toutes les espèces non enregistrées, donc d'une grande partie des variétés locales et de celles que reproduisent les paysan-ne-s eux-mêmes.

Au printemps 2014, le FCE a invité une délégation de Colombie et organisé une tournée en Hollande, en Suisse, en Allemagne et en France. Les trois délégué-e-s ont témoigné de leur travail pour la préservation de la diversité des semences.



Ce thème est aussi d'actualité en Europe, où le Parlement européen, face à de massives protestations, a repoussé à une forte majorité la nouvelle réglementation européenne sur les semences. Ce texte voulait, notamment, n'autoriser l'utilisation des variétés non enregistrées que sous forme d'exceptions strictement réglementées. On minimise souvent le fait qu'en raison de l'ouverture des marchés nationaux au libre-échange, la législation de la CE oblige également les Etats partenaires. Elle ouvre ainsi le marché de ces pays aux multinationales semencières, comme Syngenta, Bayer Limagrain, etc. Pour le FCE, les semences sont un bien public. Les variétés publiques doivent continuer à être produites et librement diffusées.

Un film pédagogique

Le FCE soutient la réalisation du film « Semences buissonnières – Un film pédagogique sur la production de semences ». Il s'adresse à toutes celles et ceux qui veulent reproduire eux-mêmes des semences et s'engagent ainsi pour sauvegarder la diversité des plantes cultivées. En 2014, des prises de vue ont été faites dans les jardins de l'association Kokopelli et dans les coopératives de Longo maï. Le film diffusera la compréhension du développement des végétaux, de la graine jusqu'au retour à la graine, la biologie de floraison des diverses familles de plantes et de leur fécondation. Il montrera les nombreux gestes et méthodes utilisés pour la culture, la récolte, le tri et le stockage des semences. La vulgarisation du savoir dans un film consacré aux semences en facilite l'accès aux non-spécialistes, et les pays où la documentation sur ce sujet n'est

guère répandue en bénéficieront aussi grandement .
Depuis novembre 2012, une souscription (parts de 20 euros ou de 25 CHF) est ouverte au public pour permettre la réalisation de ce film. Une bande de présentation est visible sur Internet. Réalisé dans autant de régions linguistiques que possible, il sera aussi librement à disposition sur Internet. On trouvera plus d'informations à ce sujet sous www.forumcivique.org.

Contact : seedfilm@yahoo.fr

Berne, mai 2014: Manifestation contre la destruction des semences en Colombie.



La forêt EON à Gardanne

Le bois devient l'une des principales sources d'énergie alternative. Cela a des conséquences catastrophiques pour les forêts du monde entier et, localement, provoque une industrialisation durable du bois. Ainsi, dans le sud de la France, Gardanne continue à être transformée par E.On, géant de l'énergie, dans le cadre d'un projet de gigantesque usine de biomasse. En octobre dernier, des membres du FCE ont participé à deux manifestations sur place. , à Gardanne puis, un peu plus tard, à Florac dans les Cévennes. Malgré les protestations, malgré deux recours contre les autorisations déjà accordées à E.On, malgré les violentes critiques des milieux d'experts, des syndicats de travailleurs forestiers et de politiciens communaux, E.On poursuit les travaux préparatoires de son délirant projet de biomasse, qui doit produire de l'énergie électrique en brûlant du bois. L'annonce de cette méga-usine a déjà provoqué de graves tensions sur le marché du bois de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, et même au-delà. Il s'ensuit une considérable hausse des prix, qui a aussi des conséquences pour les exploitant-e-s des 220 petites sociétés locales actives dans les installations de chauffage. Celles-ci pourraient se trouver confrontées à une explosion de leur budget, établi selon des prix inférieurs. Tous se tournent vers la « ressource bois » comme si elle était inépuisable. « Le bois sera à l'avenir la plus importante source d'énergie renouvelable de France » a déclaré récemment Ségolène Royal, ministre de l'énergie, qui se félicite de la croissance de ce secteur. Il est cependant de plus en plus évident que la « solution » à long terme consistera à importer d'énormes quantités de bois afin de satisfaire cet enthousiasme moderne pour l'énergie tirée de cette industrie. Le résultat est déjà visible : d'énormes surfaces sont déboisées dans des pays comme le Canada. Et cela dans des proportions telles que ce

pays est devenu le champion du déboisement, devant le Brésil, devant l'Indonésie. L'appétit de poids lourds comme E.On est si énorme que la menace est maintenant réellement globale. La conséquence en sera une accélération du déboisement, mais on peut aussi s'attendre à une nouvelle vague de défrichement en faveur d'immenses plantations d'arbres à repousse rapide. La progression des importations de biomasse de l'Union européenne pourrait conduire à un défrichement en grand dans les pays du Sud, à l'instar de ce que provoque déjà la politique agricole européenne. C'est tout autrement qu'apparaît un véritable tournant pour l'énergie verte. L'émission de particules fines, de dioxines et de poussière de bois menace la santé publique.

Pour proposer une alternative durable, nous avons créé en France le Réseau pour les alternatives forestières, qui s'affirme pour le choix d'une utilisation économe de nos forêts.

Les ZAD en France

Depuis quelques années, nous observons de plus en plus en France la formation de groupes qui se soulèvent contre de grands projets insensés et appellent à la création de Zones à défendre. Ainsi, au Nord, près de Nantes, contre un aéroport. Ou dans le Sud-Ouest, contre un projet de barrage. Fin octobre, un jeune homme y a été tué par la police lors d'une manifestation. Ce fut le triste sommet d'une escalade visant à criminaliser des combats nécessaires à la sauvegarde de l'environnement et à la protection de certains territoires. Ceux qui s'engagent dans les ZAD veulent rien de moins qu'une large réappropriation de nos sites de vie et un

clair refus du bétonnage démocratiquement illégitime de surfaces agricoles ou laissées à la nature.

Reclaim the fFelds

Depuis le début, des activistes du FCE participent au réseau « Reclaim the Fields » (RtF). Celui-ci a pour but de démontrer à des jeunes qui n'ont pas accès à la terre les possibilités de s'ouvrir des perspectives dans des régions rurales. Une réflexion commune est menée sur des alternatives à l'agriculture industrielle et les pistes pour s'y opposer. Ainsi RtF a été co-organisateur d'occupations de terres comme à Notre-Dame-des-Landes, à la ZAD de Nantes ou à Dijon, où de nombreux jardins collectifs sont cultivés aujourd'hui. Cette année, des membres du FCE ont participé à une rencontre internationale en Autriche au « Moulin de Nikitsch » au Burgenland. Les participants ont échangé leurs informations et partagé leurs idées sur les mouvements de résistance contre les OGM en Italie, en Autriche et en Belgique. Lors d'une rencontre à Roanne en France, il a été décidé de créer un réseau informel de formation. Une bonne douzaine de fermes y participent déjà pour transmettre un savoir traditionnel dans le domaine de l'agriculture à des jeunes gens motivés.

Exil & Migration

Suisse

Pendant l'année écoulée, trois membres du FCE ont poursuivi leur engagement dans les Comités de soutien aux sans-papiers dans le Jura et à Bâle ainsi qu'à «Solidarité sans frontières». En plus des tâches habituelles, les trois organisations ont dû s'engager contre l'initiative Ecopop, qui a heureusement été clairement refusée lors de la votation en novembre. Le but principal de ce changement de constitution était une limitation annuelle des migrant-e-s pour de soi-disant raisons écologiques. Cette initiative avait été précédée de celle «contre l'immigration en masse» de l'UDC, acceptée à une faible majorité. Elle était dénoncée par tous les autres partis, associations, syndicats et associations économiques – et a été malgré tout acceptée le 9 février par une petite majorité des votants (50,1%). Ce petit oui menace, indépendamment de sa mise en application qui n'a pas encore eu lieu lors de la rédaction de ce rapport annuel, les droits des 1,8 millions de personnes qui vivent en Suisse sans le passeport rouge à croix blanche.

Tournée de lecture avec Emmanuel Mbolela

La maison d'édition autrichienne Mandelbaum-Verlag a publié en mai 2014 le livre autobiographique «Mein Weg vom Kongo nach Europa. Zwischen Widerstand, Flucht und Exil»* de l'auteur et activiste congolais Emmanuel Mbolela. Il vit aujourd'hui aux Pays-Bas comme réfugié reconnu. Dieter Behr du FCE a traduit le manuscrit français vers l'allemand et organisé l'édition. Par la suite il a accompagné Mbolela à 50 lectures en Autriche, en Allemagne et en Suisse, dont de nombreuses dans des écoles. Entretemps, le livre en est à sa troisième édition et nous cherchons un éditeur

français. A travers le livre et les lectures, le FCE entend mener une campagne pour ouvrir une maison de protection dédiée aux femmes migrantes à Rabat. Pendant leur exode, les femmes sont exposées à des violences particulières et ont besoin, après la traversée du désert, d'un lieu où elles peuvent se retrouver et s'organiser. Astrid Mukendi, également originaire du Congo et amie proche de Mbolela, s'occupe de la création de cette maison de protection. Il est prévu de l'inviter à la fin de l'année 2015 pour une tournée de présentation de son projet et de visiter un maximum d'écoles.

Emmanuel Mbolela et Dieter Behr sont engagés dans le réseau transnational « Afrique Europe Interact » (AEI). Ce réseau lutte pour la liberté de circulation globale et des perspectives de développement pour des pays du Sud.

* Traduction du titre: «Mon parcours du Congo à l'Europe. Entre la résistance, fuite et exil». Le livre est paru seulement en allemand jusqu'à présent; une édition en français est en vue.

Emmanuel Mbolela et Dieter Behr devant un groupe d'élèves.



En octobre, le FCE a organisé avec la participation d'autres organisations trois lectures à Bâle, Berne et Zurich.



Lectures et projections de film avec Daniel Wyss

Des lectures du livre «Un chrétien subversif. Cornelius Koch, l'abbé des réfugiés»* ont eu lieu dans plusieurs villes avec les auteurs, Claude Braun et Michael Rössler du FCE, ainsi qu'avec le réalisateur de films Daniel Wyss. Ce dernier a intégré dans ces lectures des images d'archives de la Télévision Suisse Romande sur l'abbé Koch. Les soirées se sont déroulées à Fribourg, Lugano, Lausanne et Vevey; entre 30 et 100 personnes y ont assisté chaque fois.

Le jeune cinéaste lausannois Daniel Wyss a réalisé un documentaire sur l'Action Places Gratuites de 1973 pour les réfugiés chiliens en Suisse. Un futur membre du FCE y a largement participé. Le résultat est l'excellent film «La barque n'est pas pleine», d'une durée de 56 minutes, qu'on peut acheter maintenant en DVD. L'avant-première a eu lieu lors de l'exposition « 40 ans Longo maï » à Zurich et la première officielle aux Journées de Soleure. Ensuite, ce film a été diffusé sur toutes les chaînes de la Télévision suisse et dans de nombreuses salles de cinéma.

*Le livre est paru en allemand au « Zytglogge-Verlag » à Oberhofen (BE) en 2011 et la version française aux « Editions d'En bas » à Lausanne en 2013.

Méditerranée

Chaque année des milliers de réfugié-e-s africains meurent en méditerranée en tentant d'atteindre l'Europe. Afin de ne pas assister passivement à cette catastrophe humanitaire, divers groupes de défense des droits humains se sont réunis pour lancer une ligne d'appel d'urgence pour les réfugié-e-s naufragé-e-s de la Méditerranée: «Watch the Med Alarm Phone». La permanence téléphonique polyglotte fonctionne 24 heures sur 24. Elle est assurée par des groupes de bénévoles de différents pays, un membre du FCE y participe de manière régulière. Le numéro de téléphone circule depuis des mois entre les réfugié-e-s de l'Afrique du Nord et de la Turquie, grâce également aux contacts d'Emmanuel Mbolela (voir plus haut). Sur tous les bateaux, il y a des personnes qui possèdent des téléphones portables et ont ainsi la possibilité de contacter Watch the Med. Etant donné que les garde-côtes ne réagissent pas toujours et exécutent parfois des renvois illégaux, il est utile que la société civile intervienne. Pendant les conversations téléphoniques il s'avère des fois nécessaire de contacter l'UNHCR, d'autres organisations internationales ou des médias pour augmenter la pression sur les garde-côtes.

Grâce à des techniques modernes l'endroit du naufrage et les garde-côtes responsables peuvent être ciblés et ensuite contactés.

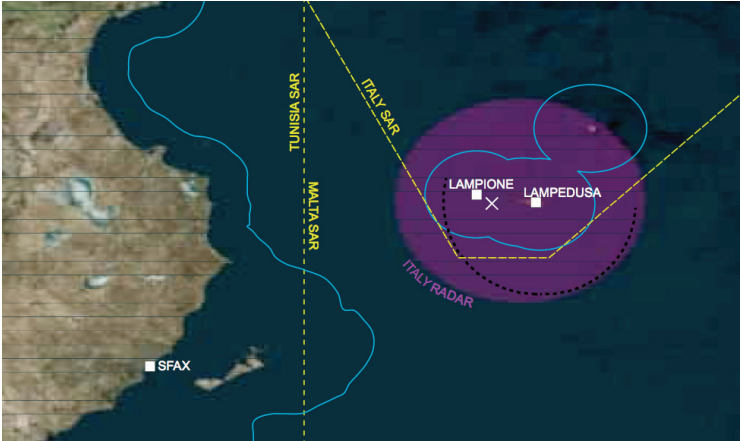


Photo: www.watchthemed.net

Ukraine

C'est avec de grands espoirs que nous avons suivi les événements lorsque a débuté à Kiev sur la place Maïdan la contestation de la corruption et du règne de l'arbitraire. Pour mieux comprendre la situation, le FCE a écouté des personnes directement touchées et participantes et s'est rendu lui-même sur place. Ainsi, malgré ces temps agités, des membres du FCE ont participé à Ouchgorod, en compagnie du réalisateur suisse Fernand Melgar, au 3e Festival cinématographique du Comité d'aide médicale en Transcarpatie (CAMZ). Cette organisation, partenaire du FCE en Ukraine, a poursuivi ses activités en faveur des réfugié-e-s et migrant-e-s qui se voient refoulé-e-s en Ukraine à la frontière de ce pays avec la Communauté européenne. Les principaux objets de cette action restent la protection sociale et l'assistance médicale des migrant-e-s. En 2014, le FCE a continué à soutenir le travail du CAMZ. En juin, le FCE a organisé à Berne un séminaire intitulé « Les bouleversements en Ukraine ». Nous y avons invité des participant-e-s de Transcarpatie (Ukraine de l'Ouest), de Kiev, et de la ville de Lugansk, en Ukraine de l'Est. Tous les Ukrainien-ne-s présents à Berne étaient engagés dans le mouvement de Maïdan et sont actif-ve-s, depuis de nombreuses années, dans des initiatives de la société civile. A Berne, nous nous sommes organisé-e-s en divers groupes de discussion auxquels ont pris part environ 80 personnes, Suisse-sse-s, Ukrainien-ne-s et Russes de la diaspora. De plus, les intervenant-e-s ont rencontré le jour suivant des parlementaires de la Commission de politique extérieure du Conseil national et un représentant de la Déclaration de Berne, qui travaille sur la question des capitaux en fuite de l'Ukraine. Nous avons aussi été invité-e-s à une Table ronde de l'organisation Swisspeace et du Centre de compétences pour la promotion de la paix (KOFF). Nos hôtes nous ont exposé leurs problèmes en

ces diverses occasions et quelques idées ont été discutées : un appel au gouvernement suisse et à la OSCE demandant une aide humanitaire généreuse pour les réfugié-e-s qui, de l'Ukraine de l'Est, se sont rendu-e-s dans différentes régions du pays ainsi qu'en Russie ; le soutien de médias indépendants qui luttent contre la propagande guerrière venant d'Ukraine, mais aussi de Russie ; une collaboration à la formation de journalistes ; des conseils pour l'établissement d'une structure étatique fédérale; la restitution des avoirs du Président Janukowytsch et de son entourage gelés dans des comptes bancaires suisses, à condition que ces fonds soient consacrés à des fins humanitaires et sociales.

Conférence de presse a Ouchgorod: Fernand Melgar et Natacha Kabatsky du CAMZ



Un réfugié algérien dans un centre de rétention à Tchop (Ukraine).



Ici & Ailleurs

Mali – riche en matières premières – mais sous tutelle!

Les actions de protestations contre la première expulsion de masse – le charter des 101 Maliens – organisée par le ministre de l'Intérieur français Charles Pasqua en 1986 sont à l'origine d'amitiés qui depuis, lient des membres du FCE à leurs amis maliens. En 2009, des amis de Faléa ont demandé si le FCE ne pouvait pas aider à empêcher la création de la première mine d'uranium dans leur village. La ville de Genève, la CRIIRAD de Valence, l'Institut de l'environnement de Darmstadt et le magazine bimensuel «Revue durable» étaient en 2010 les premiers alliés solidaires contre la menace de destruction de Faléa et ses 21 villages. Grâce à l'initiative populaire des ami-e-s sur place, une unité de communication téléphonique par satellite a pu être installée. Une radio libre locale informe la population des dangers d'une mine d'uranium. Plusieurs délégations internationales sont intervenues avec, entre autres, les eurodéputées Eva Joli et Michèle Rivasi. Une exposition sur Faléa et le danger de la création d'une mine d'uranium a été organisée dans la halle centrale du Parlement européen à Bruxelles, ainsi que dans d'autres villes. Des membres de l'association malienne populaire ARACF ont participé à différents conférences internationales, entre autres à Bâle, Bamako et Dar es Salam.

Dans le rapport annuel 2013, le FCE formulait un certain espoir que nous pouvons maintenant confirmer: A la suite de la catastrophe de Fukushima, la résistance des habitant-e-s de Faléa a été couronnée de succès et il n'y aura pas d'extraction d'uranium dans les prochaines années chez eux. Initialement, une consultation populaire avait été prévue en 2014. Rémy Pagani, Conseiller de la ville de Genève et d'autres personnalités étaient disposées à se rendre sur place comme observateurs internationaux. Mais la nouvelle propriétaire DENISON MINE a enlevé ses machines



Prélèvement d'échantillon d'eau dans une source contaminée

d'exploitation et de forage de son camp à Faléa. Le brouillon qu'on attendait depuis des années de l'Étude d'Impact Environnemental et Social (EIES) – base pour une autorisation officielle d'exploitation – a disparu dans un tiroir.

La malédiction de la richesse de matière première plane encore sur Faléa. La quantité des concessions d'exploration et d'exploitation s'est fortement accrue ces dernières années. L'exploitation industrielle de l'or, d'argent, de bauxite, de chrome, de zinc et l'existence de titane menacent les eaux souterraines et pourront provoquer une pollution des grands fleuves de l'Afrique de l'Ouest. L'initiative citoyenne de Faléa évalue actuellement la faisabilité d'un regroupement d'initiatives existantes dans le bassin versant

du Sénégal en vue de tisser des liens de solidarité, d'échanges de savoirs et de compétences, en impliquant aussi des partenaires agissant ailleurs. La réflexion se développe sur les conséquences désastreuses et irréversibles des industries extractives sur l'ensemble de l'environnement dans cette zone transfrontalière Guinée-Mali-Sénégal et sur le bassin versant du fleuve Sénégal, long de 1700 km. En 2014, la commune a remporté une nouvelle victoire d'étape: elle a réussi à ce que le gouvernement central apporte les moyens nécessaires pour ouvrir un bac à moteur sur la rivière Falémé pour désenclaver la région qui était inaccessible pendant toute la saison des pluies.

Roumanie

Le FCE était en 2014 partenaire du «4ème Forum européen contre des grands projets inutiles et imposés» (FAUIMP), qui a eu lieu à Rosia Montana en Roumanie. Nos délégué-e-s ont participé aux différents groupes de travail et furent des traducteurs actifs. Nous continuons à participer à la résistance contre le projet de mine d'or à Rosia Montana, les projets de prospections pour le gaz de schiste des consortiums internationaux ainsi qu'à celle contre la destruction des structures de la petite paysannerie. Le FCE observe attentivement les nouveaux développements sous le nouveau président, élu en automne 2014.

Résistance contre les néonazis en Allemagne

Le 8 mai 1945, le commandement militaire du Troisième Reich, signait la capitulation inconditionnelle. Précisément à cette date de la libération de l'Allemagne du nazisme, la section de Demmin (petite ville de Mecklembourg-Poméranie-occidentale) du parti néonazi allemand NPD appelle chaque année, depuis 2006, à une marche aux flambeaux pour commémorer les nombreux suicides de la population allemande, commis lors des derniers jours de la guerre. Les nazis abusent de ces victimes pour leur propagande revanchiste. Dans tout le Land, de nombreuses organisations appellent chaque année à protester contre cette marche. A Demmin même, une coalition du nom de « Aktionsbündnis 8. Mai », dont le FCE fait également partie a été créée. Il s'agit d'une coordination de différentes organisations et d'habitant-e-s de la ville et de la région qui s'oppose à cette marche du NPD. En 2014 environ 800 personnes ont participé aux différentes manifestations pacifiques à Demmin qui ont été violemment réprimées par la police. Ainsi, après avoir été maltraité par plusieurs policiers, un jeune Français a dû être hospitalisé et placé dans un coma artificiel. Contrairement à tous les rapports de témoins oculaires, la police a ultérieurement accusé le jeune Français d'avoir blessé trois agents de la police. Le FCE assure l'aide juridique à ce jeune homme contre les abus policiers et s'emploie à ce que ces manifestations des néonazis ne puissent pas se tenir dans le futur.

Il y a 10 ans, plusieurs membres du FCE ont créé la plateforme multimédia sur Internet « JournArles ». Les sections locales d'Attac, de la Confédération paysanne et de la Ligue des droits humains y publient régulièrement des informations sur leurs activités. Plusieurs personnes y rédigent régulièrement des articles qui critiquent le système financier actuel.

Au cours des dernières années un groupe de travail a édité un certain nombre de brochures sur la face cachée de la monnaie, la valeur ajoutée, les intérêts, les crédits et leurs alternatives. En 2014 ce groupe a traduit le film germano-anglais « Der Schein trügt – In what we trust » et l'a édité comme DVD. Il porte le nom : « Devises trompeuses – des alternatives pour un marché de dupes ». La production du film a été financée par les revenus de la vente de la brochure, diffusée en 30'000 exemplaires ainsi que par une contribution du FCE. En 2015, le groupe souhaite réaliser un film pédagogique pour promouvoir l'idée de paiements avec une devise régionale « Le Provensol ».

www.denkmal-film.de/devises
www.journarles.org

Archipel

Le mensuel du Forum Civique Européen

Depuis septembre 1993, Archipel paraît onze fois par an en allemand et français avec un tirage d'environ 5'000 exemplaires. Il est diffusé en partie par abonnement en Allemagne, Autriche, France et surtout en Suisse. De plus, Archipel est envoyé gratuitement à des contacts du FCE en Europe de l'Est, Afrique, Asie et en Amérique latine, qui ne peuvent se permettre de payer un abonnement. Archipel informe des activités du FCE, d'autres groupes ou individus, présente des reportages sur l'actualité politique, mais aussi des réflexions sur l'histoire et la philosophie.

Abonnement annuel : 40 € / 60 FrS

Vous trouvez les archives d'Archipel sous : www.forumcivique.org

Dons

Solidarité à long terme grâce aux contributions régulières

Le FCE se veut solidaire dans des situations d'urgence, mais aussi promoteur de projets pérennes. Il a pour ambition d'initier des changements à long terme. En privilégiant l'auto-organisation et en mettant en réseau les initiatives émancipatrices, nous espérons faire des petits pas vers l'utopie d'un monde plus juste. Ce travail n'est possible que grâce au soutien de nombreux donateurs et donatrices. Pour rester indépendant, le FCE se finance essentiellement par des dons privés. Avec vos dons vous aidez à diffuser des informations, à envoyer des délégations d'observation dans des zones à tension, à soutenir la création et le fonctionnement de structures d'accueil pour les sans-papiers et migrant-e-s ainsi que l'assistance juridique aux personnes nécessiteuses.

Le soutien avec des ordres de paiements réguliers par la poste (DD) ou la banque (LSV) ne génère aucun frais, ni à vous, ni à nous. A chaque débit, vous serez informé par votre banque ou la poste et il est à tout moment possible d'annuler le soutien par une simple signature.

Adresses du FCE

Suisse:
Forum Civique Européen
Case postale 1848
4001 Bâle
Tel.: +41-61 262 01 11
e-mail: ch@forumcivique.org

Allemagne:
Hof Ulenkrug
Stubbendorf 68
17 159 Dargun
Tel.: +49-399 59-20 329
E-Mail: de@forumcivique.org

France:
Hameau de St-Hippolyte
F-04300 Limans
Tel.: +33-492 73 05 98
E-mail: fr@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Borkanyuka 97
90440 Nizhne Selishche
Khust, Zakarpattia
Fax: +380-31 42-51 2 20
E-Mail: ua@forumcivique.org

Autriche:
Lobnik 16
A-91 35 Bad Eisenkappel/ Železna Kapla
Tel.: +43-42 38-87 05
E-Mail: at@forumcivique.org

Roumanie:
Joachim Cotaru
str. Bisericii 234
557 168 Hosman (SB)
Tel./Fax +40-269-583 153
E-Mail: ro@forumcivique.org

Site internet:
www.forumcivique.org

Soutien financier

Dons en CHF: FCE, 4001 Bâle, CCP 40-8523-5
IBAN : CH24 0900 0000 4000 8523 5
BIC : POFICHBEXXX

Pour les virements en Euros:
Compte auprès de la banque cantonale de Bâle :
IBAN : CH56 0077 0016 5490 9272 8
BIC : BKBBCHBBXXX

L'association FCE est reconnue d'utilité publique en Suisse

civique
forum!org

Europäisches BürgerInnenforum

Forum Civique Européen

European Civic Forum

Forum Cívico Europeo